

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE

COMMUNE DE VENTOUX-COMTAT VENAISIN
84200 CARPENTRAS

L'an deux mille vingt-deux et le douze décembre, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
12 décembre 2022**

Date de convocation : 2 décembre 2022

Mise en ligne le : 6 décembre 2022

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 51 (délibérations n°166-22 à 188-22) ; 50 (délibérations n°189-22 à 200-22)

Nombre de votants : 58 (délibérations n°166-22 à 188-22); 57 (délibérations n°189-22 à 200-22) ;

Nombre d'absents : 2 (délibérations n°166-22 à 188-22), 3 (délibérations n°189-22 à 200-22) ;

PRÉSENTS : **Aubignan :** Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Frédéric FRIZET - Marie THOMAS de MALEVILLE **Beaumes-de-Venise :** Jérôme BOULETIN **Beaumont-du-Ventoux :** Alain BREMOND **Bédoin :** Alain CONSTANT - Dominique VISSECQ **Caromb :** Valérie MICHELIER - Olivier METZGER **Carpentras :** Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Michel BLANCHARD - Jacqueline BOUYAC - Franck DUPAS - Jaouad ZIATI - Caroline BALAS - Alain BELHOMME - Bernard BOSSAN - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Laurence BOSSERAI - Jean-Pierre CAVIN - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Catherine RIMBERT - Pierre BOURDELLES - Jean-Marc ISSARTIER **Crillon le Brave :** Guy GIRARD **Flassan :** Michel JOUVE **Gigondas :** Michel MEFFRE **Lafare :** Philippe SOARD **La Roque Alric :** José LINHARES **Le Barroux :** Bernard MONNET **Le Beaucet :** François ILLE **Loriol du Comtat :** Gérard BORGIO - Brigitte MATHIEU **Malaucène :** Frédéric TENON - Chantal MOCZADLO **Mazan :** Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°188-22) - Georges MICHEL - Bruno GANDON **Modène :** Norbert LEPATRE **Saint Didier :** Gilles VÈVE **Saint Pierre de Vassols :** Sandrine RAYMOND **Saint Hippolyte le Graveyron :** André AIELLO **Sarrians :** Anne-Marie BARDET - Patrice FLAGEAT - Alexandre KORMANYOS **Suzette :** Patricia OLIVERO **Venasque :** Dominique PLANCHER.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Céline ALLIES-CORTEGGIANI à Laurence BOSSERAI ; Victorine SURTEL à Jaouad ZIATI ; Véronique MENCARELLI à Caroline BALAS ; Claude MELQUIOR à André AIELLO ; Joséphine AUDRIN à Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°188-22) ; Audrey FRANQUET à Anne-Marie BARDET ; Philippe BOUTEILLER à Jérôme BOULETIN ; Louis BONNET à George MICHEL (à partir de la délibération n°189-22).

ABSENTS EXCUSÉS : Pauline DREANO ; Philippe DELEBECQUE ; Joséphine AUDRIN (à partir de la délibération n°189-22).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Bernard MONNET.

Conseil communautaire du 12 décembre 2022

Délibération n°180-22

Objet : Amortissement des immobilisations

Conseil communautaire du 12 décembre 2022
Délibération n°180-22
Objet : Amortissement des immobilisations

Le conseil communautaire,

Vu l'article 106 III de la loi N°2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe),

Vu le référentiel budgétaire et comptable M 57,

Vu la délibération de la CoVe en date du 12 décembre 2022 pour mettre en œuvre le droit d'option pour adopter le référentiel M 57 pour tous les budgets de la CoVe appliquant à ce jour le référentiel M 14, ainsi que pour le budget annexe du service public de la gestion des déchets nouvellement créé au 1^{er} janvier 2023,

Considérant que ce référentiel fixe un nouveau cadre pour l'amortissement des immobilisations, et qu'il convient par conséquent de définir comment ce nouveau cadre sera appliqué pour la CoVe,

Considérant que le référentiel M 57 prévoit des possibilités de dérogation à la règle du prorata temporis, et qu'il semble opportun d'utiliser cette dérogation dans les deux cas suivants :

- biens de faible valeur : motif : très faible impact sur le résultat global car il s'agit de biens de faible valeur, et simplification de la gestion administrative (1 seule écriture d'amortissement en N+1 au lieu de 2 si prorata temporis, une en N et une en N+1 ; une gestion des fiches inventaires allégée)
- subventions d'équipement versées : motif : pour ces écritures d'amortissement, la CoVe fait le choix chaque année au moment du vote du budget de passer des écritures de neutralisation. La dérogation à la règle du prorata temporis, dans la mesure où la neutralisation est pratiquée, n'aura donc aucun impact sur le résultat global. Cette dérogation permet une simplification administrative (gestion des fiches inventaires allégée).

Vu l'avis de la commission des finances du 1^{er} décembre 2022,

Entendu le rapport du vice-président délégué aux finances et à la commande publique,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : DE DIRE que la présente délibération s'applique pour les seules immobilisations acquises à compter du 1^{er} janvier 2023 et prises en charge sur l'un des budgets de la CoVe appliquant le référentiel budgétaire et comptable M 57. Les règles antérieures fixées pour les immobilisations prises en charge sur des budgets de la CoVe appliquant un référentiel M 4... continuent de s'appliquer.

Article 2 : DE LIMITER le champ d'application de l'amortissement aux seules immobilisations dont l'amortissement est obligatoire, telles que détaillées à l'article R 2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 3 : DE FIXER comme suite les durées d'amortissement par catégorie de bien :

- subventions d'équipement versées pour le financement de biens mobiliers, matériel ou études : 5 ans

- subventions d'équipement versées pour le financement de biens immobiliers et installations : 20 ans
- subventions d'équipement versées pour le financement des projets d'infrastructures d'intérêt national : 30 ans
- frais d'études non suivis de réalisation : 5 ans
- frais d'insertion non suivis de réalisation : 5 ans
- logiciels, concessions, brevets... : 5 ans
- frais relatifs aux documents d'urbanisme : 10 ans
- autres immobilisations incorporelles : 5 ans
- matériel de bureau et matériel informatique : 5 ans
- mobilier : 15 ans
- autres matériels et immobilisations corporelles : 10 ans
- véhicules : 10 ans
- grosses réparations sur véhicules : 5 ans
- travaux sur biens immobiliers productifs de revenus : 20 ans

Article 4 : DE PRECISER que les subventions reçues en vue du financement d'immobilisations faisant l'objet d'un amortissement, font l'objet d'une reprise au compte de résultat au même rythme et sur la même durée que les immobilisations financées.

Article 5 : DE FIXER le montant minimum en dessous duquel le bien ou l'ensemble de bien ne pourra pas être comptabilisé en section d'investissement à 200 € HT. Par mesure de simplification, en cas d'achat simultané d'un ensemble de biens (notion de lot), le seuil s'appréciera sur le montant total de la commande ou de la facture.

Article 6 : DE FIXER le seuil des biens dits de faible valeur, en dessous duquel le bien ou l'ensemble de biens sera amorti sur un an quelle que soit la nature du bien, à 2 000 € HT. Par mesure de simplification, en cas d'achat simultané d'un ensemble de biens (notion de lot), le seuil s'appréciera sur le montant total de la commande ou de la facture.

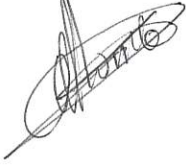
Article 7 : DE DEROGER à la règle du prorata temporis pour l'amortissement des immobilisations suivantes :

- Pour l'ensemble des biens de faible valeur (selon la définition de l'article 6 de la délibération) : l'amortissement se fait en une seule fois au 1^{er} janvier qui suit l'année d'acquisition.
- Pour l'ensemble des subventions d'équipements et fonds de concours versés : l'amortissement démarre au 1^{er} janvier qui suit l'année de versement de la subvention.

Fait les jour, mois et an ci-dessus,

le secrétaire de séance,

Bernard Monnet



Pour extrait certifié conforme

Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe

la Présidente,

Jacqueline Bouyac



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr